

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Maître d'Ouvrage

Ville de Bischwiller

1-9, place de la Mairie

BP 10035

67241 BISCHWILLER CEDEX

Tél. : 03 88 53 99 55

Opération

Travaux de rénovation énergétique du Lion d'Or

2 Place de la Mairie

à 67240 BISCHWILLER

REGLEMENT DE CONSULTATION (R.C.)

Procédure adaptée

Date limite de réception des offres :

Vendredi 24 janvier 2025 à 12 h 00

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER – OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 Etendue de la consultation.....	4
2.2 Décomposition de la consultation.....	4
2.3 Conditions particulières d'exécution.....	4
2.4 Marché réservé	4
2.5 Fractionnement du marché.....	4
2.6 Conditions de participations en cas de groupement des candidatures ou des offres	4
2.7 Variantes à l'initiative du candidat	4
2.8 Solution de base – Variantes obligatoires et/ou prestations supplémentaires éventuelles (ex-options) .	5
2.9 Délais d'exécution – Durée du marché	5
2.10 Conditions d'exécution relatives à l'insertion par l'activité économique	5
2.11 Modifications de détail au dossier de consultation	5
2.12 Délai de validité des offres	5
2.13 Mode de règlement du marché	5
2.14 Sécurité et de protection de la santé des travailleurs.....	5
ARTICLE 3 – LES INTERVENANTS.....	5
3.1 Maîtrise d'œuvre.....	5
3.2 Ordonnancement, Pilotage et Coordination	6
3.3 Contrôle technique.....	6
3.4 Sécurité et de protection de la santé	6
ARTICLE 4 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
4.1 Composition du dossier de consultation.....	6
4.2 Obtention des dossiers de consultation.....	6
ARTICLE 5 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET OFFRES	6
5.1 Modalités de présentation des offres	6
5.2 Documents à remettre par les concurrents	6
ARTICLE 6 – SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	8
ARTICLE 7 – TRANSMISSION DES OFFRES.....	10
7.1 – Utilisation d'un certificat de signature électronique.....	10
7.2 – Dépôt d'une offre électronique.....	11

7.3 - Format des fichiers transmis	11
ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12
ARTICLE 9 – VISITE OBLIGATOIRE DES LIEUX D’EXECUTION DU MARCHE	12
ARTICLE 10 – NEGOCIATIONS	12
ARTICLE 11 – VOIES DE RECOURS.....	13

ARTICLE PREMIER – OBJET DE LA CONSULTATION

Les prestations du présent marché ont pour objet des travaux liés à l'opération suivante :

Travaux de rénovation énergétique du Lion d'Or

Lieu d'exécution : 2 Place de la Mairie à 67240 BISCHWILLER.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Etendue de la consultation

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions des articles L2123-1, R2123-1 et suivants, R2131-12 du Code de la Commande Publique.

2.2 Décomposition de la consultation

Les travaux comportent une tranche unique et sont répartis en 5 lots traités en marchés séparés et désignés ci-dessous.

01 – MENUISERIES EXTERIEURES EN ALUMINIUM

02 – PLATRERIE / FAUX-PLAFOND

03 – PEINTURE INTERIEURE

04 – CHAUFFAGE

05 – ELECTRICITE

2.3 Conditions particulières d'exécution

Clause obligatoire d'insertion pour l'activité économique

Sans objet.

2.4 Marché réservé

Sans objet.

2.5 Fractionnement du marché

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

2.6 Conditions de participations en cas de groupement des candidatures ou des offres

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise générale ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 € T.T.C.

En cas de groupement, la forme demandée par la personne responsable du marché est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est de forme différente, il devra assurer sa transformation pour se conformer à la demande de la personne responsable du marché tel qu'indiqué ci-dessus.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

2.7 Variantes à l'initiative du candidat

Sans objet

2.8 Solution de base – Variantes obligatoires et/ou prestations supplémentaires éventuelles (ex-options)

En plus de la solution technique de base, les candidats intéressés à la réalisation techniques du lot ci-après devront également présenter une offre pour la Prestation supplémentaire éventuelle suivante, décrite dans le CCTP / DPGF :

02 – PLATRERIE / FAUX-PLAFOND

- PSE 1 / Blanchiment des pièces au RDC

2.9 Délais d'exécution – Durée du marché

Les délais de référence d'exécution des travaux et la durée de préparation sont fixés au planning prévisionnel et ne peuvent en aucun cas être modifiés. Les délais d'exécution propre à chacun des lots devront s'insérer dans le délai global d'exécution.

Chaque semaine de travail indiquée au calendrier prévisionnel correspond à cinq jours ouvrés, quantité à prendre en compte par les différents intervenants pour leur planification.

2.10 Conditions d'exécution relatives à l'insertion par l'activité économique

Sans objet.

2.11 Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard **10 jours** avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.12 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **120 jours** à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2.13 Mode de règlement du marché

Les travaux, objet du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique. Les sommes dues aux titulaires et sous-traitants de premier rang éventuels, seront payées dans un délai global de **30 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.14 Sécurité et de protection de la santé des travailleurs

Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS), sera remis ultérieurement.

L'intervention du coordonnateur SPS oblige l'entrepreneur :

- à lui fournir à titre gracieux tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions,
- à respecter, à ses frais, les avis et / ou prescriptions diverses qui pourraient lui être imposés par cet organisme dans le cadre de sa mission,
- à lui fournir les documents nécessaires à la constitution du D.I.U.O. (glossaire du D.O.E., dossier de maintenance des ouvrages et équipements).

ARTICLE 3 – LES INTERVENANTS

3.1 Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'œuvre est assurée par :

Maître d'œuvre : VILLE DE BISCHWILLER
Direction du Cadre de Vie et des Equipements
Pôle Bâtiments et Patrimoine
Mme Pauline ARTH
1-9, Place de la Mairie – BP 10035
67241 BISCHWILLER CEDEX
Tél : 03 88 53 99 45 / Courriel : pauline.arth@agglo-haguenau.fr

3.2 Ordonnancement, Pilotage et Coordination

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le représentant de la maîtrise d'œuvre.

3.3 Contrôle technique

Sans objet.

3.4 Sécurité et de protection de la santé

Le Pouvoir Adjudicateur a confié, en application de la loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993 et décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994, la mission de coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé à :

En cours de désignation.

ARTICLE 4 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

4.1 Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

1. Le règlement de la consultation (R.C.),
2. L'Acte d'Engagement (ATTRI1),
3. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) commun à tous les lots
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) pour chaque lot
5. L'attestation de visite obligatoire
6. Le planning prévisionnel
7. Le mémoire technique, propre à chaque lot
8. La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.), propre à chaque lot
9. Plans

4.2 Obtention des dossiers de consultation

Le dossier de consultation peut être retiré gratuitement sur la plateforme de dématérialisation : <https://alsacemarchespublics.eu>

ARTICLE 5 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET OFFRES

5.1 Modalités de présentation des offres

Tous les documents des concurrents seront entièrement rédigés en langue française et exprimé en euros.

5.2 Documents à remettre par les concurrents

Chaque candidat devra produire un dossier complet, daté et signé par lui, comprenant les pièces suivantes :

Pièces concernant la Candidature

A1. LA LETTRE DE CANDIDATURE (DC1) ainsi que les délégations de pouvoir des personnes habilitées à représenter les entreprises et, le cas échéant, l'habilitation du mandataire par ses co-traitants.

A2. LA DECLARATION DU CANDIDAT (DC2).

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr., soit sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (Dume).

Conformément aux articles R2142-1 à 14, R2142-25, R2143-3, R2143-4, R2343-7, R2143-16 et R2344- 1 à R2344-4 du Code de la commande publique, ces formulaires contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :
 - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
 - Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion mentionnés L. 2141-1 à L. 2141-5 et R. 2143-3 et suivants du Code de la Commande publique
 - que le candidat est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail concernant l'emploi de travailleurs handicapés.
- Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
 - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour risques professionnels.
- Les renseignements concernant les capacités techniques de l'entreprise :
 - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années,
 - Présentation d'une liste de travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin,
 - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;
 - Certificats de qualifications professionnelles ou tout document permettant au candidat de démontrer par tout moyen ses capacités dans la matière à laquelle se réfère le marché. Il est précisé que si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou de ces opérateurs économiques et apportera la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Le candidat produira en particulier les certifications de compétence/qualification ou tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 6 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

Pièces concernant l'Offre

La fourniture de ces pièces est demandée dans tous les cas.

B1. L'Acte d'Engagement (ATTRI1), accompagné d'un relevé d'identité bancaire ou postal (**signature Pades recommandée**).

Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe de l'acte d'engagement relative à la présentation d'un sous-traitant ou acte spécial). Que les sous-traitants soient désignés ou non au marché, le concurrent devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

B2. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
cahier ci-joint à accepter sans aucune modification,

B3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ;
cahier ci-joint à accepter sans aucune modification,

B4. La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) ;

Toute décomposition de prix forfaitaire demandée ci-dessus sera présentée sous la forme d'un détail estimatif comprenant pour chaque élément d'ouvrage la quantité à exécuter prévue par le candidat et le prix de l'unité correspondant. Lorsqu'un concurrent estimera devoir rectifier les quantités des natures d'ouvrage correspondant aux prix unitaires ci-dessus, qui figurent dans le cadre de détail quantitatif du dossier de consultation des entreprises, il présentera son offre en décomposant son détail estimatif en deux parties :

- _ le montant de la première partie sera le résultat de l'application des prix unitaires qu'il proposera, aux quantités des natures d'ouvrages du dossier de consultation des entreprises,
- _ le montant de la deuxième partie sera celui des modifications qu'il apportera au cadre de détail estimatif :
- _ ou en modifiant les quantités de natures d'ouvrages qui y sont indiquées,
- _ ou en y ajoutant éventuellement des natures d'ouvrages et en indiquant les quantités et les prix unitaires correspondants.

Le montant de l'offre à faire figurer dans l'acte d'engagement correspondra à la somme algébrique de ces deux parties du détail estimatif.

B5. Le planning prévisionnel ;

B6. Le mémoire justificatif et technique, justifiant des dispositions prévues pour effectuer les travaux concernant son lot. Les candidats devront détailler avec précision les références des produits proposés.

B7. L'attestation de visite obligatoire signée par le candidat et le représentant du Pouvoir Adjudicateur;

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus.

ARTICLE 6 – SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

1-Garanties et capacités techniques et financières

2-Capacités professionnelles

Les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

	Valeur financière	Valeur technique			
	Prix	Qualité des matériels proposés	Phasage et organisation du chantier	Moyens humains, matériels et compétences affectés au chantier	Mesures environnementales
01 – MENUISERIES EXTERIEURES EN ALUMINIUM	60	40			
		10	15	10	5
02 – PLATRERIE / FAUX-PLAFOND	60	40			
		10	15	10	5
03 – PEINTURE INTERIEURE	60	40			
		10	15	10	5
04 – CHAUFFAGE	60	40			
		10	15	10	5
05 – ELECTRICITE	60	40			
		10	15	10	5

La **Valeur Technique** de l'offre sera appréciée au vu du **MEMOIRE TECHNIQUE du candidat** et, s'il y a lieu, des compléments d'information éventuellement obtenus lors de la phase de négociation, comme suit :

Pour le jugement du sous critère **Qualité des produits proposés** seront appréciés les matériaux proposés par l'entreprise en adéquation avec le CCTP, au minimum pour chaque position précisée dans le cadre du mémoire technique, les références détaillées des produits avec précision de la marque, la documentation technique et commerciale du matériel/matériaux avec une identification claire du modèle et de la référence.

Pour le jugement du sous critère **Phasage et organisation du chantier** seront notamment appréciés les modes d'exécution et les techniques de mise en œuvre envisagées, pour chaque ouvrage spécifique, les interfaces et raccords éventuels avec les autres lots pour assurer une finition qualitative.

Pour le jugement du sous critère **Moyens humains, matériels et compétences affectés au chantier** seront notamment appréciés la gestion et la maîtrise de chantier (chargé d'affaire, responsable de chantier,...), encadrement (conducteur de travaux, chef d'équipe,...), Main d'œuvre (ouvriers spécialisés, manœuvres, apprentis,...), précision sur le nombre et les qualifications des personnes intervenantes sur chantier, la méthodologie d'organisation du chantier (approvisionnement, mesure d'hygiène et de sécurité pour son personnel, conditions de stockage des matériaux sur site, les moyens matériels affectés au chantier,...), les temps de tâches, délais et engagement sur le respect du planning, les modalités d'autocontrôle des travaux, modalités d'établissement des plans PAC et DOE, informations des utilisateurs.

Pour le jugement du sous critère **Mesures environnementales** seront notamment appréciés les dispositions relatives à l'élimination des déchets, la présentation des mesures d'économie d'énergie possible suivant les équipements et toutes autres mesures environnementales que peut mettre en avant l'entreprise dans sa démarche, sa gestion de chantier, ses équipements, la valeur éco-environnementale des produits mis en œuvre.

Pour apprécier le critère **Valeur Financière**, il sera tenu compte du montant figurant sur l'acte d'engagement. La notation du critère prix sera faite en application de la formule suivante :

Nprix : Z (Prix le plus bas / Prix du candidat)

Nprix = note attribuée à l'offre examinée pour le critère prix

Z = nombre de points affectés au critère prix

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur la D.P.G.F. prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération.

Toutefois, l'entrepreneur concerné étant sur le point d'être retenu, il sera invité à corriger les erreurs ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le jugement des offres donnera lieu à un classement. L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat puisse produire les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par la personne responsable du marché pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à **6 jours** à compter de la réception de la demande écrite.

ARTICLE 7 – TRANSMISSION DES OFFRES

Les candidats doivent obligatoirement transmettre leurs plis par voie électronique, via la plateforme internet **www.alsacemarchespublics.eu**

Pour répondre à un marché public de manière dématérialisée, vous devez constituer un dossier d'offre, comprenant uniquement les pièces exigées par l'acheteur – listées au règlement de la consultation (article Pièces de l'offre), au format électronique, puis les déposer sur la plateforme.

7.1 – Utilisation d'un certificat de signature électronique

Bien que la signature de l'acte d'engagement ne soit plus obligatoire au moment de la remise de l'offre électronique, il est recommandé aux candidats de signer leur acte d'engagement électroniquement au moment du dépôt de leur offre.

Si l'offre n'a pas été signée lors de son dépôt, l'entreprise retenue sera invitée, après attribution du marché, à signer l'acte d'engagement avec un certificat de signature électronique.

Si vous ne disposez pas de certificat, il faut acheter une signature électronique au minimum avancée reposant sur un certificat qualifié conforme au règlement eIDAS.

Seuls les certificats de signature électroniques qualifiés conformes au règlement « eIDAS » n° 910/2014 du 23 juillet doivent être utilisés.

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

ANSSI :

<https://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiancenumérique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance/>

EU Trusted Lists of Certification Service Providers (Commission européenne) :

<http://euts1.3xasecurity.com/tools/>

L'obtention d'un certificat électronique est payant et peut prendre jusqu'à 3 semaines selon l'autorité de certification. Ce certificat a une durée de validité de 1 à 3 ans.

Alsace Marchés Publics permet de signer les pièces au format XAdES, CAdES ou PAdES.

Le format PAdES est le type de signature préconisé par l'acheteur.

Pour signer vos pièces électroniquement, la plateforme vous propose un outil de signature. Pour y accéder, il suffit de cliquer sur la rubrique Outils de signature, puis sur Signer un document (voir annexe au présent règlement de la consultation).

7.2 – Dépôt d'une offre électronique

Il est fortement recommandé d'anticiper le dépôt électronique de votre offre avant la date et heure limites de remise des offres figurant sur la page de garde du règlement de consultation. Un test de configuration du poste de travail ainsi que des consultations de test sont mis à sa disposition sur la plateforme (cf. rubrique « Se préparer à répondre »).

La durée de téléchargement, et donc de réception par la plateforme de l'offre, est fonction du débit de votre accès internet et de la taille des fichiers transmis. Vous recevrez un mail confirmant la réception de l'offre par la plateforme ainsi que la date et l'heure d'arrivée. Il est conseillé d'archiver cette preuve de dépôt.

7.3 - Format des fichiers transmis

L'ensemble des documents à remettre à l'appui de votre offre devront être convertis au format PDF, seul format de nature à supporter la signature électronique. Ainsi un Acte d'engagement au format *.docx dans le DCE devra, une fois complété, être converti au format *.pdf avant signature et envoi électronique. Chaque document donnera lieu à son propre fichier informatique. Il est vivement recommandé de ne pas fusionner tous les documents en un seul fichier.

Il est vivement recommandé de ne pas numériser / scanner les pièces transmises, cela augmentant le poids.

Le document signé sur papier puis numérisé avant sa transmission n'a pas valeur de document original.

ATTENTION !

- Seule la date de réception de l'offre par la plateforme est prise en compte et en aucun cas, la date d'envoi par le candidat. Il est donc recommandé au candidat d'anticiper l'envoi de son offre électronique, afin de respecter la date et heure limite de remise des offres, indiquées sur la page de garde du règlement de consultation.
- Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres. En cas d'oubli d'un document, veuillez effectuer un nouveau dépôt en joignant l'ensemble des pièces de votre offre.
- Si l'acte d'engagement ainsi que les habilitations données par les membres d'un groupement momentané d'entreprises à son mandataire, n'ont pas été signés lors du dépôt de l'offre (recommandation), l'attributaire recevra, via la plateforme, un mail l'informant qu'il est l'attributaire du marché et qu'il doit signer l'acte d'engagement (et les habilitations données au mandataire en cas de groupement) en sa possession lors de la consultation et le retourner signé électroniquement avec un certificat conforme eIDAS. Il est possible de signer un fichier en utilisant l'outil de signature proposé sur <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu/> rubrique « Outils de signature / Signer un document ».
- S'il n'a pas utilisé le format PAdES lors du dépôt des plis, l'attributaire du marché sera invité à nous remettre les documents du marché revêtus d'une signature au format PAdES.
- Enfin, l'attributaire reçoit le courrier de notification et l'ensemble des pièces du marché en version électronique via notre plateforme d'échange de fichiers.
- Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.
- En cas de groupement, le mandataire disposant des habilitations nécessaires signe seul la candidature et les offres au nom du groupement.
- Les candidats ne sont pas autorisés à remettre leur offre et leur signature de manière séparée ; l'intégralité de l'offre et sa signature devront parvenir en même temps.

ARTICLE 8 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite formulée exclusivement via la plate-forme de dématérialisation à la seule adresse suivante : <https://alsacemarchespublics.eu>

ARTICLE 9 – VISITE OBLIGATOIRE DES LIEUX D'EXECUTION DU MARCHE

Afin de permettre au soumissionnaire de prendre connaissance des contraintes et sujétions particulières du marché pour qu'il puisse établir son offre, il peut demander à faire une visite des lieux.

Pour effectuer cette visite, les candidats ou un mandataire de groupement devront se mettre en rapport avec le secrétariat de la Direction du Cadre de Vie et des Equipements pour convenir d'une date de visite au :

Tél : 03 88 53 99 45 | dcve@bischwiller.com

Dates proposées pour les visites :

- **Mardi 07/01/2025 à 10 h 00**
- **Vendredi 10/01/2025 à 14 h 00**
- **Lundi 13/01/2025 à 14 h 00**

ARTICLE 10 – NEGOCIATIONS

Conformément au Code de la Commande Publique, au terme de l'analyse des offres et sur la base des offres initiales, le Pouvoir Adjudicateur peut décider d'engager des négociations avec les offres mieux placées.

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats admis à négocier des modalités pratiques de la négociation. Celle-ci est conduite dans le respect du principe d'égalité des candidats.

La négociation peut se dérouler en phases successives à l'issue desquelles certains candidats sont éliminés par application des critères de sélection des offres.

Le Pouvoir Adjudicateur peut décider à tout moment de mettre un terme à la négociation.

La négociation peut porter, au choix du Pouvoir Adjudicateur, sur tous les éléments de l'offre. Outre l'aspect financier, ces négociations permettront d'affiner la valeur technique des offres, de procéder à des réajustements méthodologiques/techniques au regard des attentes du pouvoir adjudicateur et d'aboutir à d'éventuelles propositions d'amélioration.

Cette négociation pourra donc porter sur l'ensemble des conditions du marché y compris les clauses administratives, sans pour autant modifier ses caractéristiques principales.

Modalités de la négociation :

- Les négociations se feront par échange électronique (courriel) et si besoin par une rencontre avec chacun des candidats amenés à négocier ;
- Les candidats amenés à négocier ne faisant pas parvenir leur réponse dans les délais impartis, ne formulant pas de réponse ou encore ne se présentant pas à l'invitation verront leur offre initiale Conservée ;
- Le nombre de tours de négociations étant conditionné par la teneur des offres reçues, chaque candidat est encouragé à remettre, dès le premier tour de négociations, sa meilleure offre technique et financière. Seuls des échanges écrits sont autorisés ;
- Au terme de ces éventuelles négociations et après classement des offres de chaque lot conformément aux critères définis à l'article 6, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur ;
- Le résultat des négociations fera l'objet d'une mise au point (annexée à l'acte d'engagement) avec le candidat retenu avant la notification du marché.

ARTICLE 11 – VOIES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Strasbourg
31, avenue de la Paix – 67000 Strasbourg
Tél 03.88.21.23.23 / Télécopie : 03.88.36.44.66